

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2009/200011]

Sélection comparative de secrétaires commissions d'agrément (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (ANG08848)

La sélection comparative de secrétaires commissions d'agrément (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (ANG08848) a été clôturée le 18 décembre 2008. Le nombre de lauréats s'élève à 8.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Aanwerving. — Uitslagen

[2009/200011]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige secretarissen erkenningscommissies (m/v) (niveau A) voor de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (ANG08848)

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige secretarissen erkenningscommissies (m/v) (niveau A) voor de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (ANG08848) werd afgesloten op 18 december 2008. Er zijn 8 geslaagden

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2009/200010]

Sélection comparative de secrétaires commissions d'agrément (m/f) (niveau A), d'expression française, pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (AFG08848)

La sélection comparative de secrétaires commissions d'agrément (m/f) (niveau A), d'expression française, pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (AFG08848) a été clôturée le 18 décembre 2008. Le nombre de lauréats s'élève à 6.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2009/200010]

Vergelijkende selectie van Franstalige secretarissen erkenningscommissies (m/v) (niveau A) voor de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (AFG08848)

De vergelijkende selectie van Franstalige secretarissen erkenningscommissies (m/v) (niveau A) voor de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (AFG08848) werd afgesloten op 18 december 2008. Er zijn 6 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2008/01006]

24 DECEMBRE 2008. — Circulaire relative à l'inscription des citoyens des Etats membres de l'Union européenne résidant en Belgique comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats, pour l'élection du Parlement européen du dimanche 7 juin 2009

INDEX

- I. Introduction
- II. Procédure d'inscription comme électeur
 - A. Dépôt de la demande
 - B. Conditions d'électorat
 - C. Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins
 - D. Communication d'informations entre les Etats membres de l'Union européenne
 - E. Campagne d'information.

ANNEXES

- Formule C/1 : Demande d'inscription sur la liste des électeurs.
- Formule C/2 : Notification de l'acceptation de la demande d'inscription sur la liste des électeurs.
- Formule C/3 : Notification du refus d'inscription sur la liste des électeurs.

I. INTRODUCTION

Remarque importante

- Tout citoyen ou toute citoyenne d'un Etat membre de l'Union européenne a le droit de vote (= droit d'être électeur) et d'éligibilité (= droit d'être candidat) aux élections du Parlement européen dans l'Etat membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat (article 39, alinéa 1^{er}, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Journal officiel des Communautés européennes - C 364 - du 18 décembre 2000).

- Le droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen est organisé par la Directive 93/109/CE du Conseil de l'Union européenne, du 6 décembre 1993, fixant les modalités de l'exercice du

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2008/01006]

24 DECEMBER 2008. — Omzendbrief betreffende de inschrijving van de burgers van de lidstaten van de Europese Unie, die in België verblijven, als kiezers en, in voorkomend geval, als kandidaten voor de verkiezing van het Europees Parlement op zondag 7 juni 2009

INDEX

- I. Inleiding
- II. Procedure van inschrijving als kiezer
 - A. Indienen van de aanvraag
 - B. Voorwaarden van kiesbevoegdheid
 - C. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen
 - D. Mededeling van gegevens tussen de lidstaten van de Europese Unie
 - E. Informatiecampagne.

BIJLAGEN

- Formulier C/1 : Aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst.
- Formulier C/2 : Betekening van de aanvaarding van de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst.
- Formulier C/3 : Betekening van de weigering van inschrijving op de kiezerslijst.

I. INLEIDING

Belangrijke opmerking

- Iedere burger van een lidstaat van de Europese Unie heeft het actief kiesrecht (= recht om kiezer te zijn) en het passief kiesrecht (= recht om kandidaat te zijn) bij de verkiezingen voor het Europees Parlement in de lidstaat waar hij/zij verblijft, onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat (artikel 39, lid 1 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, Europees Publicatieblad - C 364 - van 18 december 2000).

- Het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement wordt uitgevoerd door de Richtlijn 93/109/EG d.d. 6 december 1993 van de Raad van de Europese Unie tot vaststelling van de

droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre actuel ou futur dont ils ne sont pas ressortissants (Journal officiel des Communautés européennes - L 329 - du 30 décembre 1993).

Ladite directive a été transposée dans la législation électorale belge par la loi du 11 avril 1994 modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (cf. articles 1^{er} à 3bis).

Pour rappel, les vingt-six autres Etats membres actuels de l'Union européenne sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, la Roumanie, les Pays-Bas, la Grèce, le Portugal, la Tchéquie, la Hongrie, la Suède, la Bulgarie, l'Autriche, la Slovaquie, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie, Chypre, l'Estonie, le Luxembourg et Malte.

- Les principes énoncés par la directive susvisée sont les suivants :

1° Tout citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne qui a sa résidence principale en Belgique au 1^{er} avril 2009 (= jour de référence), qui satisfait aux conditions imposées par la législation électorale belge pour être électeur et qui n'a pas été déchu de ses droits électoraux dans son propre pays, a le droit de vote en Belgique lors de l'élection du Parlement européen.

N.B. - Par jour de référence, la directive entend « le jour ou les jours auxquels les citoyens d'un Etat membre de l'Union doivent satisfaire, selon le droit de l'Etat membre de résidence, aux conditions requises pour y être électeur ».

- Afin de pouvoir exercer également son droit d'éligibilité en Belgique, le citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne doit satisfaire à l'article 21 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (conditions de candidature - cf. point 8° infra).

2° Le citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne exercera son droit de vote soit dans l'Etat membre de résidence (Belgique), soit dans l'Etat membre d'origine. Nul ne peut voter plus d'une fois lors d'une même élection.

3° Le citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne est exclu du droit de vote dans l'Etat où il réside s'il a été déchu de ce droit dans son Etat d'origine ou s'il tombe sous l'application de la déchéance définie dans la législation électorale de l'Etat de résidence. L'Etat membre de résidence peut s'assurer que le citoyen qui a manifesté sa volonté d'y exercer son droit de vote n'a pas été déchu de ce droit dans son pays d'origine. L'Etat membre d'origine peut transmettre, dans des formes et délais appropriés, à l'Etat membre de résidence, toute information utile à cet égard.

4° Le citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne doit expressément manifester sa volonté d'exercer son droit de vote dans l'Etat membre de résidence. Si le vote y est obligatoire, cette obligation est également applicable au citoyen de l'Union européenne.

La manifestation de la volonté de voter s'exprime dans un délai utile avant le scrutin et implique une déclaration formelle dans laquelle le citoyen de l'Union européenne doit préciser sa nationalité et son adresse, ainsi que la liste électorale sur laquelle il a été inscrit pour la dernière fois dans son Etat d'origine. Il doit également y mentionner que ce droit de vote ne sera exercé qu'en Belgique.

L'Etat membre de résidence peut en outre exiger que l'électeur précise dans cette déclaration qu'il n'est pas déchu du droit de vote dans son Etat d'origine et qu'il présente un document d'identité en cours de validité.

L'inscription comme électeur demeure valable pour les élections suivantes du Parlement européen, à condition que l'intéressé réunisse toujours les conditions d'électorat.

5° L'Etat membre de résidence notifie à l'intéressé sa décision concernant son inscription sur la liste des électeurs. En cas de refus, le demandeur dispose des mêmes possibilités de recours que les nationaux.

6° L'Etat membre de résidence informe, en temps utile et dans les formes appropriées, le citoyen de l'Union européenne sur les conditions et modalités d'exercice du droit de vote (devoir d'information).

7° L'Etat membre de résidence transmet à l'Etat membre d'origine, dans un délai raisonnable avant le scrutin, les informations relatives aux ressortissants de ce dernier qui sont inscrits sur la liste des électeurs.

wijze van uitoefening van het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement ten behoeve van de burgers van de Unie die verblijven in een huidige of toekomstige lidstaat waarvan zij geen onderdaan zijn (Europees Publicatieblad - L 329 - van 30 december 1993).

Deze richtlijn is omgezet in de Belgische kieswetgeving bij de wet van 11 april 1994 tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (zie de artikelen 1 tot 3bis).

Ter herinnering, de zesentwintig andere huidige lidstaten van de Europese Unie zijn de volgende: Duitsland, Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Italië, Spanje, Polen, Roemenië, Nederland, Portugal, Griekenland, Tsjechië, Hongarije, Zweden, Bulgarije, Oostenrijk, Slovaquie, Denemarken, Finland, Ierland, Litouwen, Letland, Slovenië, Cyprus, Estland, Luxemburg en Malta.

- De principes van bovengenoemde richtlijn zijn de volgende :

1° Iedere burger van een lidstaat van de Europese Unie, die zijn hoofdverblijfplaats heeft in België op 1 april 2009 (= referentiedag), die voldoet aan de voorwaarden van de Belgische kieswetgeving om kiezer te zijn en die zijn kiesrecht in zijn eigen vaderland niet heeft verloren, heeft actief kiesrecht in België bij de verkiezing van het Europees Parlement.

N.B. — Onder referentiedag verstaat de richtlijn « de dag/de dagen waarop de burgers van een lidstaat van de Unie volgens het recht van de lidstaat van verblijf moeten voldoen aan de voorwaarden om aldaar kiesgerechtigd te zijn ».

- Om als burger van een lidstaat van de Europese Unie tevens het passief kiesrecht in België te kunnen uitoefenen moet hij voldoen aan artikel 21 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (voorwaarden van kandidaatstelling - zie punt 8° hieronder).

2° De burger van een lidstaat van de Europese Unie oefent zijn actief kiesrecht uit, hetzij in de lidstaat van verblijf (België), hetzij in de lidstaat van herkomst. Niemand mag meer dan eenmaal zijn stem uitbrengen bij eenzelfde verkiezing.

3° De burger van een lidstaat van de Europese Unie wordt in de Staat waar hij verblijft, van het kiesrecht uitgesloten indien hij dit recht in zijn Staat van herkomst verloren heeft of indien hij onder de toepassing valt van de vervallenverklaring bepaald in de kieswetgeving van de Staat van verblijf. De lidstaat van verblijf kan zich ervan vergewissen dat de burger die blijk heeft gegeven van zijn wil om zijn actief kiesrecht aldaar uit te oefenen, dat recht in de lidstaat van herkomst niet heeft verloren. De lidstaat van herkomst kan op passende wijze en binnen een passende termijn alle gegevens die in dat verband nuttig zijn, verstrekken aan de lidstaat van verblijf.

4° De burger van een lidstaat van de Europese Unie moet uitdrukkelijk blijk geven van zijn wil om zijn actief kiesrecht uit te oefenen in de lidstaat van verblijf. Indien daar stemplicht bestaat, geldt deze ook voor de burger van de Europese Unie.

Het blijk geven van de wil om te stemmen gebeurt tijdig vóór de stemming en impliceert een formele verklaring waarin de burger van de Europese Unie zijn nationaliteit en adres moet vermelden, alsook op welke kiezerslijst hij de laatste maal was ingeschreven in zijn Staat van herkomst. Hij moet er eveneens in vermelden dat het stemrecht enkel in België zal worden uitgeoefend.

De lidstaat van verblijf kan bovendien eisen dat de kiezer in deze verklaring aangeeft dat hij het actief kiesrecht in zijn Staat van herkomst niet verloren heeft en dat hij een nog geldig identiteitsbewijs voorlegt.

De inschrijving als kiezer blijft gelden voor de volgende verkiezingen voor het Europees Parlement, op voorwaarde dat de betrokkene steeds aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet.

5° De lidstaat van verblijf betekent aan de betrokkene zijn beslissing in verband met zijn inschrijving op de kiezerslijst. In geval van weigering beschikt de aanvrager over dezelfde mogelijkheden tot beroep als de eigen onderdanen.

6° De lidstaat van verblijf stelt de burger van de Europese Unie tijdig en op passende wijze in kennis van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor de uitoefening van het actief kiesrecht (informatieplicht).

7° De lidstaat van verblijf zendt binnen een redelijke termijn vóór de stemming aan de lidstaat van herkomst de gegevens toe betreffende de onderdanen van deze laatste lidstaat die op de kiezerslijst zijn ingeschreven.

8° La manière dont un citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne doit poser sa candidature pour l'élection du Parlement européen est organisée par la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (cf. en particulier l'article 21).

Pour pouvoir exercer son droit d'éligibilité et être élu au Parlement européen en Belgique, il faut :

- Avoir son domicile dans l'un des Etats membres de l'Union européenne et être ressortissant d'un Etat membre de cette Union

- Figurer en tant que candidat sur un acte de présentation belge, accepté par un bureau électoral principal belge, après dépôt auprès de ce bureau le 10 ou le 11 avril 2009

- Remettre au bureau électoral principal une déclaration écrite et signée mentionnant sa résidence principale et attestant que l'on n'est pas candidat dans un autre Etat membre

- Remettre au bureau électoral principal une attestation émanant des autorités compétentes de l'Etat d'origine du candidat et certifiant que celui-ci n'est pas déchu ni suspendu à la date de l'élection (7 juin 2009) du droit d'éligibilité dans cet Etat ou que ces autorités n'ont pas connaissance d'une telle déchéance

- Avoir atteint l'âge de 21 ans au 7 juin 2009

- Jouir des droits civils et politiques au 7 juin 2009.

Le modèle de formulaire de candidature est placé sur le site web Elections (www.elections.fgov.be), de même que la version coordonnée de la loi relative à l'élection du Parlement européen.

II. PROCEDURE D'INSCRIPTION COMME ELECTEUR

A. Dépôt de la demande.

- Tout ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui réside en Belgique peut introduire une demande d'inscription sur la liste des électeurs pour l'élection du Parlement européen en utilisant la formule C/1 (cf. annexe). Aucune demande ne peut toutefois être introduite entre le 1^{er} avril 2009, date d'établissement de la liste des électeurs, et le 7 juin 2009, date de l'élection. Après le 7 juin 2009, l'introduction de demandes sera à nouveau autorisée.

- Le citoyen de l'Union européenne peut soit se présenter en personne à l'administration communale de sa résidence pour y compléter le formulaire de demande C/1, soit introduire sa demande par écrit via La Poste, via fax ou via e-mail.

- Si le citoyen de l'Union européenne n'a pas encore le formulaire d'inscription C/1 en sa possession, il/elle peut le réclamer par écrit ou par téléphone auprès de son administration communale, qui transmet ce formulaire immédiatement, ou il/elle peut l'imprimer au départ du site Internet fédéral des élections (www.elections.fgov.be). Le citoyen de l'Union européenne remplira ce formulaire à domicile et le renverra ensuite à son administration communale, dûment complété et signé.

- Les citoyens de l'Union européenne qui avaient déjà la qualité d'électeur lors de l'élection du Parlement européen du 13 juin 2004 seront automatiquement repris sur la liste des électeurs du 1^{er} avril 2009, de même que les citoyens de l'Union européenne qui ont introduit une demande d'inscription après le 13 juin 2004, pour autant qu'ils remplissent toujours les conditions de l'électorat. Ces citoyens de l'Union européenne ne doivent donc pas introduire de nouvelle demande. Le contrôle de ces conditions d'électorat s'opère de la même façon que pour les nouvelles demandes (cf. point C ci-après).

B. Conditions d'électorat.

1° Pour être agréé comme électeur, le demandeur doit en premier lieu pouvoir justifier de la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne, autre que la nationalité belge bien entendu. En cas de double nationalité, dont la nationalité belge, l'intéressé doit, s'il réunit les autres conditions d'électorat, être considéré comme un électeur belge.

2° Le citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne doit être inscrit aux registres de la population de la commune belge où il introduit sa demande, ainsi qu'au Registre national des personnes physiques.

Si la demande est agréée par le Collège des bourgmestre et échevins avant la date d'établissement de la liste des électeurs (= 1^{er} avril 2009) et que, dans l'intervalle, le demandeur change de lieu de résidence, la décision d'agrément est transmise à la nouvelle commune belge de résidence où il sera inscrit comme électeur.

8° Hoe een burger van een lidstaat van de Europese Unie zich kandidaat moet stellen voor de verkiezing van het Europees Parlement, wordt geregeld door de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (zie in het bijzonder artikel 21).

Om in België zijn passief kiesrecht te kunnen uitoefenen en verkozen te kunnen worden voor het Europees Parlement, moet men :

- Zijn woonplaats hebben in één van de lidstaten van de Europese Unie en onderdaan zijn van een lidstaat van deze Unie

- Opgenomen zijn als kandidaat op een Belgische voordrachtsakte, die wordt aanvaard door een Belgisch kieshoofdbureau na indiening bij dit bureau op 10 of 11 april 2009

- Een schriftelijke en ondertekende verklaring aan het kieshoofdbureau overhandigen met vermelding van zijn hoofdverblijfplaats en met de bevestiging geen kandidaat te zijn in een andere lidstaat

- Aan het kieshoofdbureau een attest overhandigen dat opgemaakt werd door de bevoegde overheid van de Staat van herkomst van de kandidaat, waarin verklaard wordt dat de kandidaat in die Staat op datum van de verkiezing (7 juni 2009) van het passief kiesrecht noch vervallen verklaard, noch geschorst is of dat haar daarvan niets bekend is

- De leeftijd van 21 jaar bereikt hebben op 7 juni 2009

- De burgerlijke en politieke rechten genieten op 7 juni 2009.

Het modelformulier voor kandidaatstelling wordt geplaatst op de website Verkiezingen (www.verkiezingen.fgov.be), alsook de gecoördineerde versie van de wet betreffende de verkiezing van het Europees Parlement.

II. PROCEDURE VAN INSCHRIJVING ALS KIEZER

A. Indienen van de aanvraag.

- Iedere onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, die verblijft in België, kan een aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst voor de verkiezing van het Europees Parlement indienen via het formulier C/1 (zie bijlage). Er mag echter geen enkele aanvraag worden ingediend tussen 1 april 2009, de datum waarop de kiezerslijst wordt opgemaakt, en 7 juni 2009, de datum van de verkiezing. Na 7 juni 2009 mogen er opnieuw aanvragen worden ingediend.

- De burger van de Europese Unie kan zich, ofwel persoonlijk aannemen bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats om er het aanvraagformulier C/1 in te vullen, ofwel kan deze burger zijn aanvraag schriftelijk via De Post, via fax of via e-mail indienen.

- Indien de burger van de Europese Unie het inschrijvingsformulier C/1 nog niet in zijn bezit heeft, kan hij/zij dit schriftelijk of telefonisch aanvragen bij zijn gemeentebestuur, dat dit formulier onmiddellijk bezorgt of kan hij/zij dit afhalen van de federale website verkiezingen (www.verkiezingen.fgov.be). De burger van de Europese Unie zal dit formulier thuis invullen en het vervolgens, naar behoren ingevuld en ondertekend, terugsturen naar zijn gemeentebestuur.

- De burgers van de Europese Unie die reeds kiezer waren bij de verkiezing van het Europees Parlement op 13 juni 2004 komen automatisch terug op de kiezerslijst van 1 april 2009, alsook de burgers van de Europese Unie die na 13 juni 2004 een desbetreffende aanvraag hebben ingediend en in zoverre zij de kiesbevoegdheidsvoorwaarden blijven vervullen. Deze burgers van de Europese Unie dienen dus geen nieuwe aanvraag in te dienen. De controle van deze kiesbevoegdheidsvoorwaarden geschiedt op dezelfde wijze als bij de nieuwe aanvragen (zie verder punt C).

B. Voorwaarden van kiesbevoegdheid.

1° Om als kiezer te worden erkend, moet de aanvrager in de eerste plaats de nationaliteit kunnen bewijzen van een lidstaat van de Europese Unie, die uiteraard niet de Belgische nationaliteit is. In geval van dubbele nationaliteit, waaronder de Belgische nationaliteit, moet de betrokkene, indien hij/zij aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, als een Belgische kiezer worden beschouwd.

2° De burger van een lidstaat van de Europese Unie moet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de Belgische gemeente waar de kiezer zijn aanvraag indient, alsook in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Indien de aanvraag door het College van burgemeester en schepenen wordt erkend vóór de datum van opmaak van de kiezerslijst (= 1 april 2009) en de aanvrager intussen van verblijfplaats verandert, wordt de beslissing tot erkenning toegezonden aan de nieuwe Belgische gemeente van verblijf waar hij/zij als kiezer zal worden ingeschreven.

De manière générale, on peut faire remarquer que la formule de demande C/1, de même que les formules C/2 (= acceptation de la demande) ou C/3 (= refus de la demande) font partie du dossier personnel de l'intéressé lors de son inscription dans les registres de la population.

Est assimilée à une inscription dans les registres de la population, la mention qui y est faite pour les fonctionnaires européens et leur famille possédant leur résidence principale dans la commune.

3° Le demandeur doit avoir atteint l'âge de 18 ans le jour de l'élection.

Une personne qui atteint l'âge de 18 ans au plus tard le 7 juin 2009 peut également être inscrite comme électeur.

4° Le demandeur ne doit pas être déchu de ses droits électoraux dans son Etat d'origine. La déclaration qu'il fait en ce sens dans sa demande d'inscription vaut jusqu'à preuve du contraire.

Le demandeur ne peut pas non plus tomber sous l'application des articles 6 à 9bis du Code électoral, relatifs à l'exclusion et à la suspension des droits électoraux belges (cf. point C ci-après).

Il n'y a pas lieu pour l'Etat de résidence, en l'occurrence la Belgique, de vérifier si l'électeur est inscrit comme électeur dans son Etat d'origine. En manifestant expressément sa volonté de voter pour des listes et/ou des candidats établis selon la législation électorale belge, le demandeur est censé renoncer à ses droits électoraux dans son Etat d'origine. Il appartiendra, le cas échéant, à cet Etat de le rayer comme électeur sur la base d'informations communiquées par les autorités belges.

C. Décision du Collège des bourgmestre et échevins.

- Outre le contrôle de la nationalité du demandeur, de son âge et de son inscription au registre de la population, l'administration communale procède également à un contrôle de la non-exclusion ou de la non-suspension du droit de vote en Belgique. Les articles 6 à 9bis du Code électoral, relatifs à l'exclusion et à la suspension des droits électoraux, sont d'application pour ce dernier contrôle.

- Sur la base de la demande de l'intéressé, des renseignements détenus ou recueillis par l'administration communale ainsi que du contrôle opéré par celle-ci, le Collège des bourgmestre et échevins agréé ou refuse l'inscription sur la liste des électeurs.

- L'agrément est notifié sans délai à l'intéressé au moyen de la formule C/2, jointe en annexe, et fait l'objet d'une mention dans les registres de la population, indiquant la date de la décision et, le cas échéant, la collectivité locale ou territoriale où l'intéressé a été inscrit pour la dernière fois dans son Etat d'origine.

En application de l'article 3, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983, cette information doit être consignée au Registre national des personnes physiques sous le type d'information 131.

C'est en effet grâce à l'enregistrement de l'agrément des citoyens des Etats membres de l'Union européenne comme électeurs dans le TI 131 du Registre national que ces citoyens figureront automatiquement sur la liste des électeurs pour l'élection du Parlement européen et que les listes de contrôle en la matière (cf. point D ci-après) pourront être transmises par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué aux autres Etats membres de l'Union européenne.

- Le refus d'inscription est également notifié à l'intéressé, par lettre recommandée, au moyen de la formule C/3 annexée. Ce refus ne donne pas lieu à une mise à jour du TI 131.

La personne qui s'est vu opposer un refus d'inscription sur la liste des électeurs dispose des possibilités de recours prévues aux articles 18 à 39 du Code électoral.

Si, après l'établissement de la liste des électeurs, un citoyen y étant inscrit d'un Etat membre de l'Union européenne cesse de remplir les conditions d'électorat, soit qu'il a perdu la nationalité d'un de ces Etats, soit qu'il a été rayé des registres de la population suite à une radiation d'office ou pour l'étranger, soit qu'il a été déchu des droits électoraux au vu de la législation belge ou de celle son pays d'origine, il est rayé de la liste des électeurs et la mention apportée aux registres de la population et au Registre national est supprimée (TI 131).

D. Communication d'informations entre les Etats membres de l'Union européenne.

1° Communication d'informations aux autres Etats membres par la Belgique.

Algemeen wordt hierbij opgemerkt dat het aanvraagformulier C/1, als mede de formulieren C/2 (= bevestiging aanvraag) of C/3 (= weigering aanvraag) behoren tot het persoonlijk dossier van betrokkene bij een inschrijving in de bevolkingsregisters.

Met een inschrijving in de bevolkingsregisters wordt gelijkgesteld, de vermelding van de Europese ambtenaren en hun gezin die hun hoofdverblijfplaats in de gemeente hebben.

3° De aanvrager moet op de dag van de verkiezing de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben.

Ook wie uiterlijk op 7 juni 2009 de leeftijd van 18 jaar bereikt, kan als kiezer ingeschreven worden.

4° De aanvrager mag zijn actief en passief kiesrecht niet verloren hebben in zijn Staat van herkomst. De verklaring die hij over de aanvraag om inschrijving aflegt, geldt tot bewijs van het tegendeel.

De aanvrager mag ook niet onder de toepassing vallen van de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek inzake de uitsluiting van en de schorsing uit het Belgisch kiesrecht (zie verder, punt C).

De Staat van verblijf, in dit geval België, moet niet nagaan of de kiezer als kiezer is ingeschreven in zijn Staat van herkomst. Door uitdrukkelijk blijkt te geven van zijn wil om te stemmen voor lijsten en/of kandidaten die volgens de Belgische kieswetgeving zijn opge maakt, wordt de aanvrager geacht aan zijn kiesrecht te verzaken in zijn Staat van herkomst. Deze Staat zal hem/haar in voorkomend geval als kiezer moeten schrappen op basis van gegevens die door de Belgische overheid worden medegedeeld.

C. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

- Het gemeentebestuur doet, naast de controle van de nationaliteit, de leeftijd en de inschrijving in het bevolkingsregister van de aanvrager, eveneens een controle op de niet-uitsluiting of niet-schorsing van het actief kiesrecht in België. Voor deze laatste controle zijn de artikelen 6 tot 9bis en 13 van het Kieswetboek inzake de uitsluiting van en de schorsing uit het kiesrecht volledig van toepassing.

- Op basis van de aanvraag van de betrokkene, de eigen of ingewonnen gegevens en de controle van het gemeentebestuur, erkent of weigert het College van burgemeester en schepenen de inschrijving op de kiezerslijst.

- De erkenning wordt onverwijld aan de betrokkene betekend via het formulier C/2 dat hierbij als bijlage is gevoegd en wordt vermeld in de bevolkingsregisters waarbij de datum van de beslissing wordt aangegeven en, in voorkomend geval, de lokale of territoriale overheid waarbij de betrokkene voor de laatste maal werd ingeschreven in zijn Staat van herkomst.

Deze informatie moet worden vastgelegd in het Rijksregister van de natuurlijke personen met toepassing van artikel 3, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 onder het informatietype 131.

Het is immers door de registratie van de erkenning van de burgers van de lidstaten van de Europese Unie als kiezers in het IT 131 van het Rijksregister, dat deze burgers automatisch zullen vermeld worden op de kiezerslijst voor de verkiezing van het Europees Parlement en dat eveneens de controlelijsten terzake (zie verder punt D) door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde kunnen worden bezorgd aan de andere lidstaten van de Europese Unie.

- De weigering van inschrijving wordt bij een ter post aangetekende brief eveneens aan de betrokkene betekend via het formulier C/3 dat hierbij als bijlage is gevoegd. Deze weigering geeft geen aanleiding tot een bijwerking van het IT 131.

De persoon wiens inschrijving op de kiezerslijst werd geweigerd, beschikt over de mogelijkheden tot beroep, waarin is voorzien in de artikelen 18 tot 39 van het Kieswetboek.

Indien een ingeschreven burger van een lidstaat van de Europese Unie, nadat de kiezerslijst is opgemaakt, niet meer aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, hetzij dat hij de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie verloren heeft, hetzij dat hij uit de bevolkingsregisters geschrapt werd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege of voor het buitenland, hetzij dat hij het actief en passief kiesrecht heeft verloren ten opzichte van de Belgische wetgeving of die van zijn land van herkomst, wordt hij van de kiezerslijst geschrapt en wordt de vermelding in de bevolkingsregisters en in het Rijksregister verwijderd (IT 131).

D. Mededeling van gegevens tussen de lidstaten van de Europese Unie.

1° Mededeling van gegevens aan de andere lidstaten door België.

- L'arrêté royal du 18 avril 1994 portant exécution de l'article 3bis, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (*Moniteur belge* du 23 avril 1994) fixe les données du demandeur qui doivent impérativement être communiquées par les administrations communales, par l'intermédiaire du Registre national (TI 131).

Il s'agit des données suivantes du demandeur :

- 1° le nom et les prénoms;
- 2° la date et le lieu de naissance;
- 3° le sexe ;
- 4° la nationalité;
- 5° l'adresse de la résidence principale;
- 6° la date à laquelle le Collège des bourgmestre et échevins a agréé la demande d'inscription sur la liste des électeurs;
- 7° le cas échéant, la commune, la circonscription électorale ou le poste diplomatique ou consulaire de l'Etat membre d'origine, où la personne a été inscrite en dernier lieu.

- La mise à jour du TI 131 au Registre national (= enregistrement de l'agrément d'une demande en vue d'être électeur, introduite par un citoyen de l'Union européenne) permet aux administrations communales de satisfaire à l'obligation légale ci-dessus. En se basant sur le TI 131 au Registre national, le Service public fédéral Intérieur peut dresser, par nationalité, les listes de contrôle destinées aux autres Etats membres de l'Union européenne.

- Dès l'établissement de la liste des électeurs, le Service public fédéral Intérieur transmet en effet aux autorités étrangères concernées (Etats d'origine) la liste de leurs ressortissants inscrits sur une liste électorale belge. Cette liste permet de vérifier, dans l'Etat d'origine, si ces électeurs n'y ont pas été déchus du droit de vote. Le pays d'origine peut communiquer une éventuelle déchéance au Service public fédéral Intérieur, qui transmet cette information au Collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée, qui raye quant à lui l'électeur de la liste. Cette radiation, accompagnée d'une motivation adéquate, est notifiée à l'intéressé par le Collège des bourgmestre et échevins.

Cet échange de données entre les Etats membres de l'Union européenne s'opère par voie automatisée, en vertu d'instructions de la Commission européenne en la matière.

2° Communication d'informations à la Belgique par les autres Etats membres.

- Les ressortissants belges résidant dans un Etat membre de l'Union européenne peuvent solliciter, dans cet Etat, leur inscription comme électeur pour l'élection du Parlement européen.

- Ces Etats de résidence communiquent au Ministre belge de l'Intérieur, par voie automatisée, la liste des Belges qui ont opté pour cette possibilité. Cette liste mentionnera également la commune belge où ils ont été inscrits pour la dernière fois comme électeurs. Le Ministre de l'Intérieur ou son délégué invitera à ce moment les communes à vérifier si ces personnes n'ont pas été déchues du droit de vote. Le Ministre est immédiatement informé par la commune quand un électeur belge résidant dans un Etat membre de l'Union européenne a été déchu de ses droits électoraux en Belgique.

- Est également transmise aux communes concernées la liste des ressortissants belges qui ont demandé de pouvoir exercer leur droit d'éligibilité dans un Etat membre de l'Union européenne. Un contrôle des droits électoraux de l'intéressé sera également effectué dans ce cas.

E. Campagne d'information.

- L'article 12 de la directive précitée impose aux autorités de chaque Etat membre l'obligation d'« informer, en temps utile et dans les formes appropriées, les citoyens qui souhaitent s'inscrire comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats, sur les conditions et modalités d'exercice du droit de vote et d'éligibilité ».

- Le Ministre de l'Intérieur aura recours à divers canaux d'information afin d'inciter les citoyens de l'Union européenne résidant en Belgique à s'inscrire comme électeurs pour l'élection du Parlement européen. Il les informera en outre sur les modalités selon lesquelles ils peuvent se porter candidats sur des listes belges.

- Outre la présente circulaire et les formules y afférentes, les administrations communales recevront également un certain nombre de dépliants d'information destinés aux citoyens des Etats membres de l'Union européenne résidant sur leur territoire. Chaque commune recevra un nombre de dépliants égal au nombre d'électeurs potentiels de l'Union européenne qui y résident. Les administrations communales

- Het koninklijk besluit van 18 april 1994 tot uitvoering van artikel 3bis, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (*Belgisch Staatsblad* van 23 april 1994) bepaalt welke gegevens van de aanvrager verplicht via het Rijksregister (IT 131) moeten worden medegegeeld door de gemeentebesturen.

Dit betreft de volgende gegevens van de aanvrager :

- 1° de naam en de voornamen;
- 2° de geboortedatum en -plaats;
- 3° het geslacht;
- 4° de nationaliteit;
- 5° het adres van de hoofdverblijfplaats;
- 6° de datum waarop het college van burgemeester en schepenen de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst heeft erkend;
- 7° in voorkomend geval, de gemeente, de kieskring, de diplomatieke of consulaire post van de lidstaat van herkomst, waar de persoon voor het laatst ingeschreven was als kiezer.

- Ingevolge de bijwerking van het IT 131 in het Rijksregister (= registratie van de erkende aanvraag om kiezer te zijn door een burger van de Europese Unie) hebben de gemeentebesturen aan bovenvermelde wettelijke verplichting voldaan. Op basis van het IT 131 in het Rijksregister kan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken de nodige controlelijsten, per nationaliteit, voor de andere lidstaten van de Europese Unie opmaken.

- Zodra de kiezerslijst is opgemaakt, stuurt de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken immers aan de betrokken buitenlandse overheden (Staten van herkomst) de lijst van hun onderdanen die op een Belgische kiezerslijst werden ingeschreven. Deze lijst maakt het mogelijk in de Staat van herkomst te controleren of deze kiezers hun actief kiesrecht niet verloren hebben. Het land van herkomst kan een eventuele vervallenverklaring mededelen aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, die deze informatie doorstuurt aan het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, die de kiezer van de lijst schrapt. Deze schrapping wordt aan de betrokkene medegegeeld met de aangepaste motivering door het College van burgemeester en schepenen.

Deze uitwisseling van gegevens tussen de lidstaten van de Europese Unie geschiedt op geautomatiseerde wijze volgens onderrichtingen terzake van de Europese Commissie.

2° Mededeling van gegevens aan België door de andere lidstaten.

- De Belgische onderdanen, die in een lidstaat van de Europese Unie verblijven, kunnen in die Staat hun inschrijving als kiezer voor de verkiezing van het Europees Parlement vragen.

- Deze Staten van verblijf delen aan de Belgische Minister van Binnenlandse Zaken op geautomatiseerde wijze de lijst mede van de Belgen die daarvoor gekozen hebben. Op deze lijst zal ook de Belgische gemeente vermeld staan waar zij voor de laatste maal als kiezers waren ingeschreven. De Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde zal op dat ogenblik de gemeenten verzoeken na te gaan of die personen hun actief kiesrecht niet verloren hebben. De Minister wordt onmiddellijk ingelicht door de gemeente wanneer een Belgische kiezer die verblijft in een lidstaat van de Europese Unie zijn kiesrecht in België heeft verloren.

- Aan de betrokken gemeenten wordt eveneens de lijst toegezonden van de Belgische onderdanen die gevraagd hebben hun passief kiesrecht te mogen uitoefenen in een lidstaat van de Europese Unie. Hier geschiedt eveneens een controle op het kiesrecht van betrokkene.

E. Informatiecampagne

- Artikel 12 van voormelde richtlijn legt de overheden van iedere lidstaat van de Europese Unie de verplichting op de burgers die zich wensden in te schrijven als kiezers en, in voorkomend geval, als kandidaten « tijdig en op passende wijze in kennis te stellen van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor de uitoefening van het actief en het passief kiesrecht ».

- Door de Minister van Binnenlandse Zaken zullen diverse informatiekanalen worden gebruikt om de burgers van de Europese Unie, die verblijven in België, als kiezers te sensibiliseren voor de verkiezing van het Europees Parlement. Hij zal ze bovendien inlichten over de wijze waarop zij zich kandidaat kunnen stellen voor de Belgische lijsten.

- Naast deze omzendbrief met de formulieren, zullen de gemeentebesturen eveneens een aantal informatiefolders ontvangen ten behoeve van hun burgers uit de lidstaten van de Europese Unie, die op hun grondgebied verblijven. Iedere gemeente ontvangt evenveel folders als er potentiële kiezers uit de Europese Unie in hun gemeente zijn. De gemeentebesturen worden verzocht deze folder, tezamen met het

sont invitées à faire parvenir ce dépliant, accompagné de la formule d'inscription (formule C/1), à leurs électeurs potentiels de l'Union européenne. A cet effet, les communes recevront une liste reprenant les nom et adresse des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne inscrits dans leurs registres. En sus de leur contingent, les administrations communales recevront 20 % de dépliants en supplément, qui pourront s'avérer utiles dans le cadre d'autres initiatives (par exemple : réunion d'information communale organisée à l'attention des citoyens européens).

- Les administrations communales sont en outre invitées à assurer d'autres formes de publicité, comme l'insertion du contenu de la présente circulaire et/ou du dépliant de vulgarisation dans les canaux d'informations locaux (bulletin d'information communal, affichage, guichet électronique communal, ...).

Il est enfin recommandé aux communes de faire appel aux médias locaux.

- Outre la publication de la présente circulaire et des formules au *Moniteur belge*, la présente circulaire, accompagnée des formules, et le dépliant (dont le texte sera disponible, outre les trois langues nationales, dans un certain nombre de langues utilisées dans d'autres Etats membres de l'Union européenne) seront également placés sur notre site web : www.elections.fgov.be. Celui-ci propose aux administrations communales et aux citoyens de l'Union une foule d'informations relatives aux élections du Parlement européen et des Parlements de Communauté et de Région qui se tiendront le dimanche 7 juin 2009.

Tout renseignement complémentaire au sujet de la présente circulaire peut être obtenu auprès du Service Elections du département (Tél. : 02/518.22.11 - 02/518.20.58).

Je prie Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province de bien vouloir insérer dans le mémorial de la province une référence à la présente circulaire et à sa date de publication au *Moniteur belge*.

La circulaire du 10 novembre 2003 est abrogée.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

inschrijvingsformulier (formulier C/1) te bezorgen aan hun kiesgerechtigde burgers van de Europese Unie. Hiertoe krijgen de gemeenten eveneens een lijst van hun ingeschreven inwoners van de lidstaten uit de Europese Unie met naam en adres. De gemeentebesturen krijgen boven hun contingent folders nog eens een vermeerdering van 20 % folders die nuttig kunnen zijn bij andere initiatieven (bijvoorbeeld gemeentelijke infovergadering voor de Europese burgers).

- De gemeentebesturen worden verder uitgenodigd nog voor andere publiciteit te zorgen, zoals de opname van de inhoud van deze omzendbrief en/of folder in het lokale informatie-aanbod (gemeentelijk informatieblad, aanplakking, gemeentelijk E-loket...).

Het is tenslotte aangewezen dat de gemeenten beroep doen op de lokale media.

- Naast de publicatie van deze omzendbrief met de formulieren in het *Belgisch Staatsblad*, wordt deze omzendbrief met de formulieren en de folder (waarvan de tekst beschikbaar zal zijn, naast de drie nationale talen, ook in een aantal talen die bij andere Lidstaten van de Europese Unie worden gebruikt) eveneens geplaatst op onze website : www.verkiezingen.fgov.be. Op deze website vinden de gemeentebesturen en de burgers allerlei informatie over de verkiezingen van het Europees Parlement en de Parlementen van Regio en Gemeenschap op zondag 7 juni 2009.

Alle bijkomende toelichtingen in verband met deze omzendbrief kunnen worden verkregen bij de Dienst Verkiezingen van het departement (Tel. : 02/518.22.11 - 02/518.22.12).

Ik verzoek de Dames en Heren Provinciegouverneurs een verwijzing naar deze omzendbrief en naar de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, in het memoriaal van de provincie op te nemen.

De omzendbrief van 10 november 2003 wordt opgeheven.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

FORMULIER C/1

Gemeente

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT
VAN 7 JUNI 2009.

Aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst (*).

Ik, ondergetekende,

- naam en voornamen :

- adres :

- nationaliteit :

vraag om inschrijving op de kiezerslijst van de Belgische gemeente, overeenkomstig artikel 1, § 3, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement (1).

Ik verklaar op erewoord dat ik het stemrecht in mijn Staat van herkomst niet heb verloren.

Ik verbind mij ertoe mijn stemrecht slechts voor een Belgische lijst uit te oefenen.

Bij de jongste verkiezingen in het land waarvan ik onderdaan ben (2) :

° (of) werd ik als kiezer ingeschreven (2) :

- in de kieskring (3)

- in de gemeente (3)

- in het consulaat van (3)

° (of) was ik nooit als kiezer ingeschreven in de Staat waarvan ik onderdaan ben (2).

(*) bestemd voor de bevolkingsdienst van de Belgische verblijfsgemeente.

(1) ten volle achttien jaar oud zijn, in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente ingeschreven zijn en zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing van het kiesrecht bepaald bij de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek; de voorwaarde tot inschrijving in de bevolkingsregisters moet vervuld zijn op 1 april van het jaar van de verkiezing, terwijl de voorwaarden inzake leeftijd en niet-uitsluiting of niet-schorsing van het kiesrecht uiterlijk moeten vervuld zijn op de dag van de verkiezing.

(2) schrappen wat niet past.

(3) in te vullen in de dienstige rubriek.

Ik verklaar te weten :

- dat ik, indien mijn aanvraag om inschrijving erkend wordt, gehouden ben te gaan stemmen, op straffe van de sancties waarin de Belgische kieswet voorziet;

Commune de

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
DU 7 JUIN 2009.

Demande d'inscription sur la liste des électeurs (*).

Je, soussigné(e),

- nom et prénoms :

- adresse :

- nationalité :

sollicite mon inscription sur la liste des électeurs de la commune belge de,
conformément à l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (1).

Je déclare sur l'honneur ne pas être déchu(e) du droit de vote dans mon Etat d'origine.

Je m'engage à n'exercer mon droit de vote que pour une liste belge.

Lors des dernières élections dans le pays dont je suis ressortissant(e) (2) :

° (soit) j'ai été inscrit(e) comme électeur (2) :

- dans la circonscription électorale de (3)

- dans la commune de (3)

- dans le consulat de (3)

° (soit) je n'ai jamais été inscrit(e) comme électeur dans l'Etat dont je suis ressortissant(e) (2).

(*) destinée au service de la population de la commune belge de résidence.

(1) être âgé de dix-huit ans accomplis, être inscrit aux registres de population d'une commune belge et ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion ou de suspension des droits électoraux prévus par les articles 6 à 9bis du Code électoral; la condition d'inscription aux registres de population doit être remplie le 1^{er} avril de l'année de l'élection, alors que les conditions en matière d'âge et de non-exclusion ou non-suspension des droits électoraux doivent l'être au plus tard le jour de l'élection.

(2) biffer la mention inutile.

(3) à compléter dans la rubrique qui convient.

Je déclare avoir connaissance :

- que si ma demande d'inscription est agréée, je suis tenu(e) de me présenter au scrutin sous peine des sanctions prévues par la loi électorale belge;

- que mon inscription peut être refusée, si l'Etat dont je suis ressortissant(e) avise les autorités belges que je suis, dans cet Etat, déchu(e) du droit de vote;

- que mon inscription peut également être refusée, s'il apparaît que je tombe sous l'application des articles 6 à 9bis du Code électoral;

- que si ma demande d'inscription est refusée, je bénéficie des recours prévus par les articles 18 à 39 du Code électoral.

Fait à, le

Signature

- visa du service responsable du casier judiciaire communal

- visa du service de la population (contrôle de l'inscription).

Accusé de réception.

La demande d'inscription de M. (Mme) (nom et prénoms)
a été reçue par le service de la population le (date).

Cachet de la commune

Signature.

ANNEXE A LA FORMULE C/1

Extraits de la législation électorale belge

1. Conditions d'électorat fixées par la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen :

Article 1^{er}. § 2. Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour le Parlement européen et être admis à exercer leur droit de vote en faveur de candidats figurant sur des listes belges :

1°

2° les ressortissants des autres Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne, qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions visées au § 1^{er} (1), et qui ont manifesté, conformément au § 3, leur volonté d'exercer leur droit de vote en Belgique.

Sont privées de leur droit de vote en faveur de candidats figurant sur des listes belges les personnes visées au 2° qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou pénale, ont été déchues de ce droit dans leur Etat d'origine.

Articles 6, 7, 9 et 9bis du Code électoral :

Art. 6. Sont définitivement exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote, ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle.

Art. 7. Sont frappés de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l'incapacité :

1° Ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire, les personnes sous statut de minorité prolongée par application de la loi du 29 juin 1973 et ceux qui sont internés par application des dispositions des chapitres I à IV de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1964.

L'incapacité électorale prend fin en même temps que l'interdiction, la minorité prolongée ou à la mise en liberté définitive de l'interné.

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois, à l'exception de ceux qui ont été condamnés sur la base des articles 419 et 420 du Code pénal.

La durée de l'incapacité est de six ans si la peine est de plus de quatre mois à moins de trois ans, et de douze ans si la peine est de trois ans au moins.

3° Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par application de l'article 380bis, 3°, du Code pénal ou par application des articles 22 et 23 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1964.

L'incapacité électorale des personnes visées au 3° ci-dessus cesse lorsque la mise à la disposition du Gouvernement prend fin.

Art. 9. Si la condamnation est prononcée avec sursis, l'incapacité prévue par l'article 7, 2°, est suspendue pendant la durée du sursis.

Si la condamnation est prononcée avec sursis, seule la partie de la peine prononcée sans sursis est à prendre en considération pour l'application des dispositions de l'article 7, 2°.

Si la condamnation devient exécutoire, la suspension du droit de vote qui en résulte prend cours à dater de la nouvelle condamnation ou de la décision révoquant le sursis.

Art. 9bis. En cas de condamnation à plusieurs peines visées à l'article 7, 2°, les incapacités résultant de chacune d'elles sont cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder une durée de douze ans.

Il en est de même, en cas de nouvelle condamnation à une ou plusieurs peines visées à l'article 7, 2°, prononcée pendant la durée de l'incapacité résultant d'une condamnation antérieure sans toutefois que l'incapacité puisse prendre fin moins de six ans après la dernière condamnation.

FORMULIER C/2

Gemeente

Administratief arrondissement

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT
VAN 7 JUNI 2009.

Betekening van de aanvaarding van de aanvraag
om inschrijving op de kiezerslijst.

Het College van burgemeester en schepenen,

Gelet op de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de Europese verkiezingen, ingediend door (naam, voornamen en volledig adres) op (datum van de indiening van de aanvraag).

Overwegende dat de betrokkene aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet om als kiezer deel te nemen aan de voormelde verkiezingen;

Overwegende dat de betrokkene ingeschreven is in de bevolkingsregisters van de gemeente en dat hij (zij) zijn (haar) aanvraag binnen de voorgeschreven termijnen heeft ingediend.

Erkent de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst, ingediend door de voormelde persoon.

..... (datum).

Vanwege het College,

De Secretaris,
(naam en handtekening)

De Burgemeester,
(naam en handtekening)

FORMULE C/2

Commune de

Arrondissement administratif de

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
DU 7 JUIN 2009.

Notification de l'acceptation de la demande d'inscription
sur la liste des électeurs.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections européennes, introduite par (nom, prénoms et adresse complète) le (date de l'introduction de la demande);

Considérant que l'intéressé(e) réunit les conditions de l'électorat pour participer à l'élection du Parlement européen en tant qu'électeur (électrice);

Considérant que l'intéressé(e) est inscrit(e) aux registres de la population de la commune et qu'il (elle) a introduit sa demande dans les délais prescrits;

Agréé la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par la personne précitée.

Le (date).

Par le Collège,

Le Secrétaire,
(nom et signature)

Le Bourgmestre,
(nom et signature)

Gemeente

Administratief arrondissement

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT
VAN 7 JUNI 2009.

Betekening van de weigering van inschrijving
op de kiezerslijst bij aangetekend schrijven.

Het College van burgemeester en schepenen,

Gelet op de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de Europese verkiezingen, ingediend door (naam, voornamen en volledig adres) op (datum van de indiening van de aanvraag).

Overwegende dat de betrokkene niet voldoet aan de hierna vermelde kiesbevoegdheidsvoorwaarde(n) : (1)

.....
.....

Weigert de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst, ingediend door de voormelde persoon te erkennen.

Er kan een nieuwe aanvraag met hetzelfde doel ingediend worden van zodra het motief op grond waarvan deze aanvraag wordt geweigerd, opgehouden heeft te bestaan (2).

..... (datum).

Vanwege het College,

De Secretaris,
(naam en handtekening)

De Burgemeester,
(naam en handtekening)

(1) Hier uitvoerig de redenen aangeven waarom de aanvraag tot inschrijving geweigerd moet worden.

(2) Tegen deze beslissing kan een bezwaarprocedure worden gestart overeenkomstig de artikelen 18 tot 39 van het Kieswetboek. De betrokkene dient hiervoor een gemotiveerd verzoekschrift in dat, tegen ontvangstbewijs, wordt neergelegd op het gemeentesecretariaat of onder een ter post aangetekende omslag wordt gericht aan het College van burgemeester en schepenen.

Commune de

Arrondissement administratif de

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
DU 7 JUIN 2009.

Notification du refus d'inscription
sur la liste des électeurs par lettre recommandée à la poste.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections européennes, introduite par (nom, prénoms et adresse complète) le (date de l'introduction de la demande);

Considérant que l'intéressé(e) ne satisfait pas à la (aux) condition(s) d'électorat ci-après précisée(s) : (1)

.....
.....

Refuse la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par la personne précitée.

Une nouvelle demande pourra être introduite aux mêmes fins dès que le motif justifiant le présent refus aura cessé d'exister (2).

Le (date).

Par le Collège,

Le Secrétaire,
(nom et signature)

Le Bourgmestre,
(nom et signature)

(1) Indiquer ici de manière circonstanciée le motif qui justifie le refus de la demande d'inscription.

(2) L'intéressé(e) peut introduire contre cette décision une requête conformément aux articles 18 à 39 du Code électoral. La requête motivée doit être déposée contre récépissé au secrétariat de la commune ou être adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins sous pli recommandé à la poste.